LA BANQUE POSTALE

Actu Eco

L'actualité mensuelle économique et financière

13 novembre 2026

Une économie mondiale résiliente, mais moins équilibrée

- **L'issue des élections américaines de mi-mandat, marquées par une majorité démocrate au Congrès, et la perspective d'une reprise des négociations entre les États-Unis et l'Iran ont contribué à la détente des cours du pétrole.** Après avoir dépassé 120 dollars le baril en octobre, le Brent est repassé sous 100 dollars. Le redressement des exportations du Golfe et la libération de stocks stratégiques contribuent à rééquilibrer le marché, qui devrait redevenir excédentaire d'ici la fin de l'année, tout en favorisant une normalisation des marges de raffinage. La situation reste néanmoins fragile. Les tensions géopolitiques continuent de peser sur le transport maritime, où manque de navires, routes plus longues et primes d'assurance élevées maintiennent les coûts de fret à des records. Surtout, les prix du gaz restent élevés en Europe à l'approche de l'hiver, entretenant un risque de nouvelles pressions inflationnistes.
- **L'activité mondiale continue de faire preuve de résilience, mais ses moteurs apparaissent de plus en plus déséquilibrés.** Aux États-Unis, où le PIB a progressé de 0,8 % sur le trimestre, la croissance dépend étroitement du cycle de l'intelligence artificielle. Elle est soutenue par les investissements dans les centres de données et les équipements, ainsi que par les effets de richesse liés à la hausse des marchés actions. En Chine, l'accélération de l'activité, à +4,5 % sur un an, repose principalement sur l'excédent commercial, tandis que la contribution de la demande intérieure est la plus faible depuis fin 2022. En zone euro, la croissance, de 0,4 % sur le trimestre mais de seulement 0,2 % hors Irlande, reste hétérogène. L'Espagne et les Pays-Bas affichent une progression solide, alors que l'activité est plus atone en Italie et en Allemagne. Surtout, la France se distingue défavorablement, avec un recul du PIB de 0,1 % au troisième trimestre. Le quatrième trimestre s'annonce difficile : la confiance des ménages est tombée à son plus bas niveau depuis 2013, tandis que l'investissement, déjà en recul de 0,6 % au troisième trimestre après -0,5 % au trimestre précédent, pourrait continuer de pâtir de taux élevés et d'une forte incertitude.
- **Les investisseurs ont progressivement intégré cette nouvelle configuration géopolitique et économique dans leurs anticipations.** Avec le reflux des prix de l'énergie, ils ont d'abord revu à la baisse leurs anticipations de relèvement des taux directeurs, notamment en zone euro, où ils n'intègrent plus que deux à trois hausses d'ici mi-2027, contre jusqu'à quatre début octobre. Les taux souverains se sont ensuite légèrement détendus au cours du dernier mois, portés par l'atténuation de la prime géopolitique et par un regain d'aversion au risque, particulièrement marqué à l'égard du secteur technologique. Les interrogations portent sur le financement et la rentabilité des investissements dans l'IA, auxquelles s'ajoute la perspective d'un environnement réglementaire plus contraignant dans le sillage de la victoire démocrate. Enfin, les investisseurs restent prudents face à la situation française. L'écart de taux à dix ans atteint environ 150 points de base (pb) avec l'Allemagne, tandis que la France emprunte désormais près de 50 pb au-dessus de l'Italie. Cette prime de risque se transmet progressivement au coût du crédit pour les ménages et les entreprises, durcissant les conditions de financement et accentuant les contraintes qui pèsent sur la demande intérieure.

Corentin Ponton

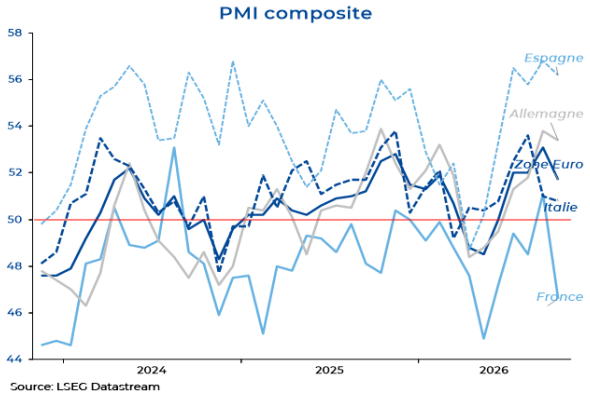
(Contributeurs P. Aurain, J.-M. Biffe, S. Ganem, H. Haddar, J. Salin)

Pour recevoir automatiquement nos publications par mail, abonnez-vous !

CLIQUEZ ICI

Zone euro – Le contraste grandit

Si l'activité économique de la zone euro avait été résiliente au troisième trimestre (0,4 % après 0,6 % au deuxième trimestre), les premiers indicateurs du quatrième trimestre témoignent d'un ralentissement à l'instar des enquêtes PMI. L'indice composite recule à 51,7 en octobre, après 53,1 en septembre, sous l'effet du ralentissement des services. L'industrie (52,7 en octobre) conserve le dynamisme impulsé par le plan de relance allemand. La construction continue sa baisse à 42,5 après 43,3 en septembre et confirme une dynamique baissière, surtout en France. Sur le plan national, l'Espagne continue d'afficher des indicateurs d'activité dynamiques (56,2), soutenue par les services (57,2 en octobre), alors que les divergences avec la France et l'Italie persistent : la France repasse en territoire de contraction avec un PMI composite à 46,6, contre 51,2 en septembre. En Italie, l'activité ralentit mais demeure en territoire d'expansion.



Ce ralentissement intervient dans un contexte de regain des tensions inflationnistes, susceptible de compromettre la reprise de la demande intérieure. L'inflation atteint 4,0 % sur un an en octobre, après 3,8 % en septembre, principalement sous l'effet du renchérissement énergétique (+20,8 %, après +18,9 %). Les services accélèrent légèrement (3,3 %, après 3,2 %), tandis que l'inflation sous-jacente demeure stable à 2,5 %, suggérant une diffusion encore limitée aux autres composantes des prix. Toutefois, les prix à la production industrielle continuent de progresser de 11,1 % sur un an en septembre après 8,7 % en août.

La demande intérieure présente déjà plusieurs signes de fragilité. Les ventes au détail diminuent de 0,7 % en septembre, après une progression révisée de 0,1 % en août. Leur croissance annuelle ralentit à 0,4 %, avec un recul particulièrement marqué en Allemagne (−2,0 % sur un mois). Le marché du travail constitue néanmoins un soutien relatif, le taux de chômage s'établissant à 6,5 % en septembre, contre 6,4 % en août. Cette résistance de l'emploi pourrait limiter les effets du choc inflationniste sur la consommation.

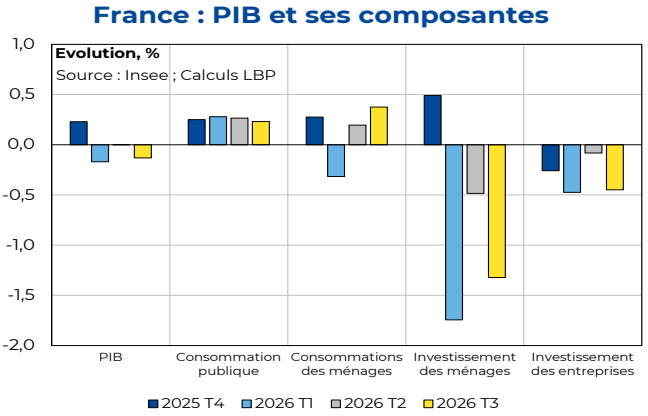
L'enquête de la BCE sur la distribution du crédit bancaire au troisième trimestre 2026 confirme la fragilité de la demande privée. La demande de prêts immobiliers recule fortement (−27 % en solde net, après −15 %), sous l'effet du renchérissement du financement, tandis que celle des entreprises se retourne (−6 %, après +3 %). Les banques anticipent une poursuite du recul de la demande immobilière au quatrième trimestre.

L'offre de crédit devient parallèlement plus restrictive face à la montée des risques. Les critères d'octroi se resserrent pour les entreprises (+9 %) et le crédit à la consommation (+14 %), mais restent inchangés pour l'habitat. La dégradation de la qualité du crédit pourrait ainsi enclencher une boucle défavorable entre ralentissement économique et restriction du financement. Un durcissement des critères immobiliers est également attendu au quatrième trimestre.

La persistance des tensions inflationnistes et la modération de la croissance rendent dès lors l'arbitrage monétaire particulièrement complexe. Le 29 octobre, la BCE a décidé de maintenir le statu quo sur son taux de dépôt, à 2,50 %. Les résultats de l'enquête de la BCE sur la distribution du crédit bancaire illustrent une transmission déjà sensible des conditions monétaires à l'économie réelle, tant par la demande que par l'offre de crédit. Un nouveau resserrement pourrait amplifier cette dynamique restrictive, au détriment de la consommation et de l'investissement. Sur les marchés obligataires, la victoire démocrate outre-Atlantique et les remous liés à l'IA ont néanmoins permis une détente partielle des taux longs européens, après les fortes tensions observées depuis la rentrée.

France – Contraction de l'activité au 3e trimestre

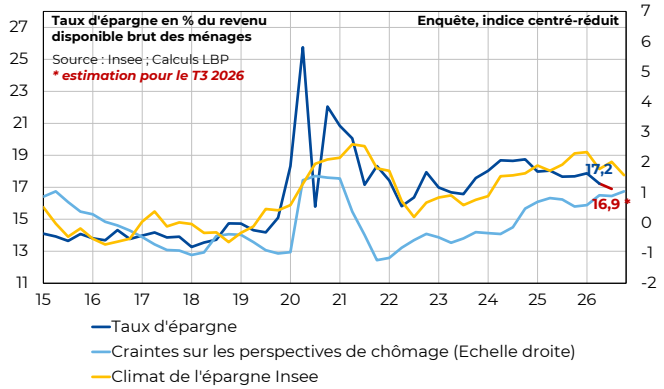
La publication des comptes nationaux par l'Insee indique une contraction de l'activité au 3e trimestre : le PIB se replie de 0,1 %, après 0 % au 2e trimestre et -0,2 % au 1er trimestre. Sur un an, l'activité recule de 0,1 %. Dans le détail, l'investissement poursuit son net recul (-0,6 %, après -0,5 % au 2e trimestre). L'investissement des ménages (-1,3 %) souffre de l'atonie du marché de la construction – dans un contexte de hausse des taux et de coûts des matériaux – et l'investissement des entreprises (-0,4 %) pâtit du manque de visibilité et d'une incertitude politique croissante ces derniers mois. Pour preuve, l'enquête de septembre de Bpifrance souligne que 59 % des dirigeants de TPE-PME ayant des projets d'investissement envisagent de les reporter ou de les annuler.



La consommation des ménages surprend toutefois à la hausse au 3e trimestre à +0,4 %, après -0,2 % au 2e trimestre. La dynamique de consommation reste donc résiliente malgré le choc de pouvoir d'achat subi par les

ménages, du fait de la hausse de l'inflation et de la dégradation du marché de l'emploi. Cette progression suggère que les ménages ont de nouveau puisé dans leur épargne ce trimestre, afin de préserver leur dynamique de consommation : en retenant une progression nulle du pouvoir d'achat des ménages – telle que l'anticipait l'Insee dans sa dernière note de conjoncture – le taux d'épargne des ménages baisserait alors à 16,9 % au 3e trimestre, contre 17,2 % au 2e trimestre et 17,9 % en début d'année. Les enquêtes de l'Insee signalent par ailleurs une dégradation du « climat de l'épargne » depuis le printemps.

Taux d'épargne et enquête ménages



Au total, l'acquis de croissance pour 2026 s'élève à 0,2 % à l'issue du troisième trimestre, après une croissance de 0,9 % en 2025. La dynamique de l'activité française reste ainsi très inférieure à celle du reste de la zone euro, où l'acquis atteint 1,0 %, ainsi qu'à son rythme potentiel, estimé à environ 1 %. Le quatrième trimestre pourrait en outre être pénalisé par la dégradation du contexte social et la hausse des taux. **Les indicateurs de climat des affaires signalent ainsi un quatrième trimestre dégradé.** En octobre, les enquêtes PMI diminuent nettement. L'indice composite atteint 46,6 après 51,1 en septembre, et repasse en zone de contraction de l'activité (<50). L'enquête signale une demande intérieure atone, des reports de projets d'investissement et un degré élevé d'incertitude. Dans le même temps, l'enquête Insee du mois d'octobre demeure dégradée à 97,5 après 96,4 en septembre, sous sa moyenne de longue période (100).

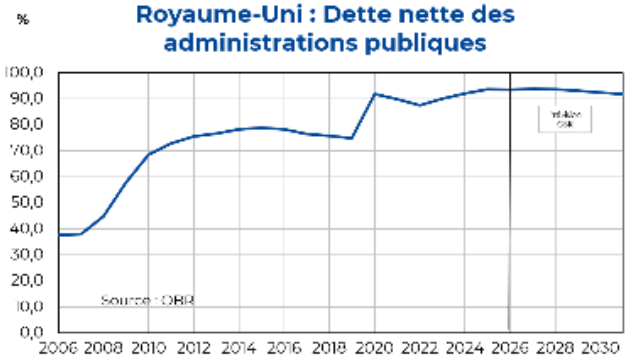
Royaume-Uni – Une hausse de taux et un budget plutôt prudent

Le PMI composite britannique a progressé en octobre à 52,9 après 52,0 en septembre, son plus haut niveau depuis février. Le secteur des services (PMI à 52,8) a enregistré sa plus forte expansion depuis huit mois, portée par une hausse des nouvelles commandes (rythme le plus soutenu depuis janvier) et une reprise de la demande liée aux investissements dans l'intelligence artificielle (30 % des entreprises l'utilisent désormais). Le secteur manufacturier a également connu une accélération de la production (25e mois d'expansion consécutive), avec une croissance large (biens de consommation, intermédiaires et d'investissement) et des exportations en hausse vers le Brésil, la Chine, l'UE, le Moyen-Orient et les États-Unis.

Cependant, les pressions inflationnistes s'intensifient avec des coûts des intrants qui accélèrent (énergie, carburants, transport) pour le 34e mois consécutif dans l'industrie, et les entreprises répercutent partiellement ces hausses sur leurs prix de vente. L'inflation a grimpé à 3,5 % en septembre (vs 3,1 % en août), poussée par les prix de l'énergie. Face à cette dynamique, la Banque d'Angleterre a relevé son taux directeur de 0,25 point à 4 % le 4 novembre 2026 (8 voix contre 1), anticipant un pic inflationniste à 5 % au deuxième trimestre 2027. Les Gilts à 10 ans restent élevés (proches de 5,4 %), reflétant les craintes inflationnistes et les incertitudes géopolitiques.

L'emploi a augmenté pour la première fois en 25 mois dans le secteur privé, porté par les services (première hausse en deux ans). La confiance des entreprises a atteint un pic de huit mois, soutenue par des projets d'expansion et des investissements dans l'IA. Cependant, l'OBR souligne que la croissance des salaires réels sera nulle en 2027 en raison des pressions inflationnistes, avant une reprise modérée à 0,5 % par an d'ici 2030.

Royaume-Uni : Dette nette des administrations publiques

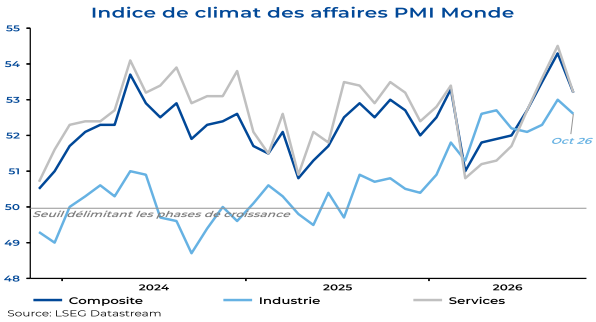


Présenté le 28 octobre, le budget prévoit des mesures ciblées en faveur des ménages et des entreprises, sans hausse généralisée des impôts. Dans le domaine de l'énergie, la TVA à 0 % sur l'électricité est prolongée jusqu'en juillet 2027 et un versement de 100 livres sera accordé à 20 millions de foyers en janvier. Ces mesures seront notamment financées par une hausse temporaire de l'impôt sur les bénéfices bancaires. La réduction de la taxe sur les carburants est également prolongée jusqu'en juillet 2027. Enfin, le budget prévoit une réduction de 20 % des taxes locales pour les pubs, salles de concert et clubs sociaux, ainsi qu'un gel pour les commerces de détail, l'hôtellerie et les loisirs.

En termes d'investissements, le budget indique 120 millions £ pour l'AI Security Institute, 165 millions £ pour une initiative nationale de biosécurité IA, et 140 millions £ pour le Sovereign AI Unit afin de soutenir les entreprises britanniques d'IA.

L'OBR table sur une croissance du PIB de 1,25 % en 2026 (révisée à la hausse) et 1 % en 2027 (révisée à la baisse de 0,5 point), avec un PIB par habitant toujours inférieur de 0,75 % à son niveau de mars 2026 en 2030-31. La dette publique devrait atteindre 97 % du PIB en 2028-29 avant de redescendre légèrement.

En octobre, le PMI composite mondial recule de 1,1 pt à 53,2, après un plus haut de plus de trois ans en septembre. Il reste compatible avec une croissance mondiale solide. Le repli touche l'industrie comme les services, et la confiance des entreprises se dégrade.



États-Unis – Nouvelle donne ?

L'élection de mi-mandat a vu une large victoire du camp démocrate dans les deux chambres. Le président devra faire des compromis, notamment en raison du contrôle budgétaire du Congrès (prochain risque de *shutdown* le 11 décembre).

Au 3e trimestre, le PIB américain a crû de 3,4 % annualisé. Cette bonne performance repose sur une consommation toujours forte (+0,9 % t/t) soutenue par une baisse du taux d'épargne et une croissance très forte de l'investissement non résidentiel (3 % t/t). Le rebond des dépenses publiques « pré-électorales » a également été significatif (+1,3 %). L'investissement des ménages reste lui en berne (-0,8 %). Le début du T4 reste très dynamique avec des PMI élevés.

En septembre, le revenu disponible a progressé de 0,2 %, mais s'est contracté de 0,3 % en termes réels. La consommation a crû de 0,5 % (0 % en réel). Le taux d'épargne a baissé de 0,2 pt. En octobre, les créations d'emplois (NFP) ont rebondi de 165 000 (contre 175 000 en moyenne de long terme). Le taux de chômage atteint 4,1 % (-0,1 pt) et le taux d'activité progresse de 0,1 pt. La progression des salaires hebdomadaires ralentit à 3,1 %.

Au mois de septembre, le marché immobilier rebondit légèrement. Les ventes immobilières dans l'ancien augmentent de 1,5 % après -1,7 % en juillet (un niveau inférieur de 27 % à celui de 2019). L'indice de prix Case-Shiller (20 villes) progresse de 0,3 % en août (+2,6 % sur un an). Il s'établit 57 % au-dessus de 2019. Les ventes neuves baissent de 0,6 % sur deux mois à – 5 % sur un an (proche du niveau de 2019). Le taux de crédit à 30 ans s'établit à 7,24 % en octobre, en hausse de 20 pb.

En septembre, l'inflation s'établit à 4,1 % (estimation LBP) après une hausse de +0,4 % sur un mois (+0,3 % pour l'inflation sous-jacente).

Les indicateurs avancés décrivent une croissance toujours dynamique : les PMI indiquent une expansion forte quoiqu'en légère baisse, à 55 sur le manufacturier et 56 sur les services. Les PME tiennent bon (NFIB à 97). Pour le 4e trimestre, les *nowcast* s'échelonnent entre 0,9 % pour la Fed d'Atlanta et 0,7 % pour la Fed de New York, en rythme instantané (t/t). Le moral des ménages s'est légèrement repris (Michigan 51). Mais le NAHB (sentiment dans l'immobilier) est au point bas.

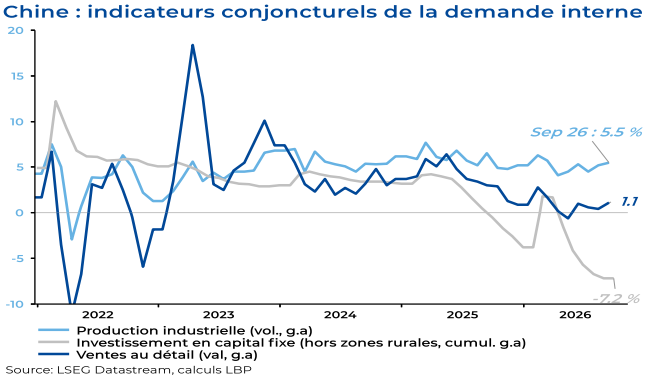
À surveiller : L'inflation a surpris à la hausse en octobre et relance les spéculations sur le nombre de hausses de taux directeurs à attendre. L'impact de la majorité démocrate sur la régulation IA et les investissements technologiques est à surveiller.

Marché monétaire : les contrats à terme anticipent trois hausses de taux directeurs en 2026-2027, ce qui porterait la fourchette cible des *Fed funds* à 4,50 %-4,75 %.

Chine – Légère accélération de l'activité au T3

Le PIB a augmenté de 4,5 % au 3e trimestre 2026 (après +4,3 %), légèrement plus qu'attendu. Depuis le début de l'année, le PIB a augmenté de +4,6 %, dans la fourchette de l'objectif (4,5-5 %). La croissance reste cependant mal répartie : elle est portée de plus en plus par la demande extérieure, alors que la contribution de la consommation finale est la plus faible depuis le T4 2022.

Les données du mois de septembre signalent une légère amélioration de l'activité domestique, mais toujours à un niveau déprimé. Les ventes au détail ont accéléré à +1,1 % en glissement annuel (après +0,4 %). Le rythme de baisse de l'investissement s'est stabilisé à -7,2 % depuis le début de l'année (notamment grâce à une moindre baisse de l'investissement public). Cette dynamique pourrait s'expliquer par les efforts visant à accélérer l'exécution des projets publics, évoqués lors de la réunion du Politburo de juillet. La production industrielle continue d'afficher de solides performances, en hausse de +5,5 % en glissement annuel (après +5,2 %), mais surtout portée par l'industrie de haute technologie et plus généralement par les secteurs orientés vers l'exportation. Les mises en chantier et les nouveaux crédits hypothécaires poursuivent leur baisse. Les prix immobiliers dans le neuf sont quasi stables en glissement mensuel en septembre, portés par les grandes métropoles. Le nombre de villes en hausse sur un mois augmente à 17 contre 15 en août (sur 70 villes).



Le commerce extérieur reste exceptionnellement dynamique. En octobre, les exportations progressent de +35,2 % sur un an en dollars, après +36,3 % en septembre et au-dessus des attentes. Elles sont tirées par les semi-conducteurs (+137 %) et l'automobile (+38 %). Les importations accélèrent à +41,6 % (après une hausse de 31,0 %). Au total, l'excédent mensuel se réduit à 105 Md$ contre 133,5 Md$ en septembre. Ce repli tient surtout à la forte hausse des achats de pétrole brut en valeur. L'excédent cumulé dépasse déjà 1 000 Md$ depuis le début de l'année, au-delà de l'excédent enregistré sur la même période en 2025.

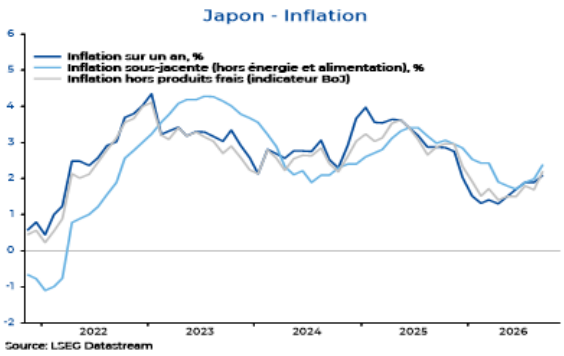
La politique économique ne change que par petites touches. Les taux préférentiels de prêt (LPR) restent inchangés pour le 17e mois consécutif (3,0 % à un an, 3,5 % à cinq ans). Au-delà de mesures techniques de gestion de la liquidité, la PBoC a récemment promis de renforcer le soutien contracyclique. Elle a également pris des mesures pour limiter l'appréciation du yuan. Côté politique budgétaire, ni le récent plénum ni le Comité permanent du Parlement chinois n'ont fait d'annonces. Début novembre, le Conseil d'État a demandé d'accélérer les grands projets d'infrastructure et les décaissements.

Japon – L'activité en perte d'élan

Les indicateurs conjoncturels confirment le ralentissement progressif de l'activité économique japonaise observé en septembre. L'indice PMI des services atteint 51,7, après 51,3, tandis que l'indice PMI manufacturier a reculé à 53,3 après 54,1. L'indice composite s'établit ainsi à 52,1, après 52,3 en septembre, son plus bas niveau depuis mai. La production et les commandes ont toutefois continué de progresser mais à un rythme moins soutenu, grâce notamment à la demande de semi-conducteurs et d'équipements liés à l'intelligence artificielle.

Cette évolution s'inscrit dans le prolongement du ralentissement de la croissance annuelle. Le FMI prévoit une hausse du PIB réel de 0,7 % en 2026 et de 0,7 % en 2027, après 1,2 % en 2025. Le renchérissement de l'énergie lié au conflit au Moyen-Orient constitue l'une des principales causes de cette dégradation, malgré les mesures de soutien budgétaire. Le gouvernement de Sanae Takaichi prévoit par ailleurs de rétablir en décembre les subventions aux factures de gaz et d'électricité.

L'inflation reste à des niveaux élevés et accélère en septembre. L'inflation totale atteint 2,1 % sur un an (contre 1,9 % en août), tandis que l'inflation hors produits alimentaires s'établit à 2,2 % (après 1,7 %) et l'inflation sous-jacente hors énergie et alimentation à 2,4 % (après 2 %). En parallèle, les salaires réels ont augmenté de 2,2 % sur un an en septembre.

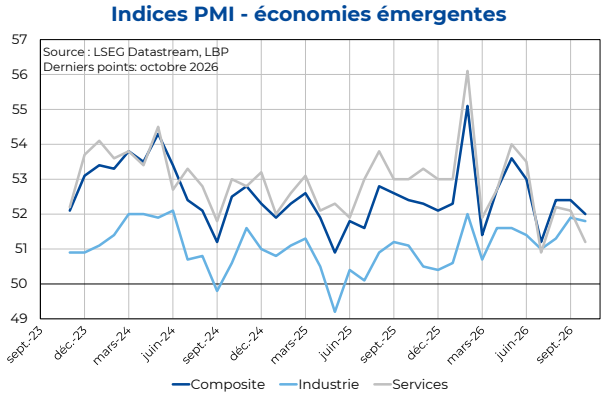


Dans ce contexte**, la Banque du Japon (BoJ) a maintenu son taux directeur à 1,25 % le 30 octobre, après l'avoir relevé de 25 points de base (pb) en septembre.** Les marchés anticipent toutefois une nouvelle hausse de 25 pb à 1,50 %, lors de la réunion des 17 et 18 décembre.

Du côté du commerce extérieur, la vigueur des exportations n'a pas suffi à résorber le déficit commercial du Japon, qui a persisté en septembre pour le cinquième mois consécutif. Les exportations ont en effet progressé de 16,7 % sur un an en valeur, portées par les semi-conducteurs et l'automobile, tandis que la hausse des importations a été encore plus forte (+18,9 %), sous l'effet notamment des achats de pétrole et de gaz naturel liquéfié.

Pays émergents – Les actifs brésiliens secoués par la réélection de Lula

En octobre, le PMI composite des économies émergentes recule, pénalisé par les services tandis que l'industrie reste résiliente. L'Asie reste en nette expansion tandis que l'Amérique du Sud est en contraction.



Côté politique monétaire, la Banque centrale du Brésil a maintenu le taux Selic à 13,75 % début novembre après cinq baisses consécutives, sans donner d'orientation pour la suite. Les acteurs de marché attendent néanmoins une reprise des baisses de taux en 2027. La Banque centrale du Mexique a surpris en baissant son taux à 6,25 % et en annonçant une pause prolongée.

Les sorties de capitaux se sont amplifiées. Les flux de portefeuille des non-résidents vers les émergents font apparaître des sorties nettes de 33,8 Md$ en octobre, après -19,3 Md$ en septembre, soit la plus forte sortie depuis mars. Ces sorties proviennent surtout des actions d'Asie, sur fond de doutes quant à l'investissement dans l'IA ; les flux obligataires demeurent résilients.

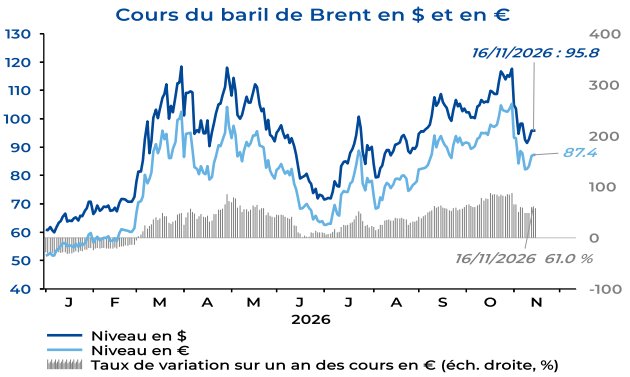
Le dollar reste le principal moteur des changes. Après une inflation américaine d'octobre plus forte que prévu, les marchés renforcent leurs anticipations de hausse des taux de la Fed, et le dollar est au plus haut depuis mars 2025, ce qui pénalise les devises émergentes.

Au Brésil, la réélection surprise de Lula a provoqué une correction brutale des actifs financiers, dans un contexte d'inquiétudes sur la discipline budgétaire. Le real s'est nettement déprécié, le Bovespa a effacé ses gains consécutifs au premier tour et les taux longs se sont tendus de plus de 200 pb. La situation budgétaire du pays est en effet l'une des principales vulnérabilités de l'économie brésilienne : le déficit public est désormais proche de 10 % du PIB (contre 8,5 % en 2025) en raison d'une charge d'intérêts très élevée et croissante (le solde primaire s'améliore néanmoins depuis juin et le déficit primaire ne représente plus qu'environ 0,5 % du PIB). La dette publique atteint 82,9 % du PIB en septembre selon la BCB. Le pays souffre également d'un cadre budgétaire et fiscal peu efficace.

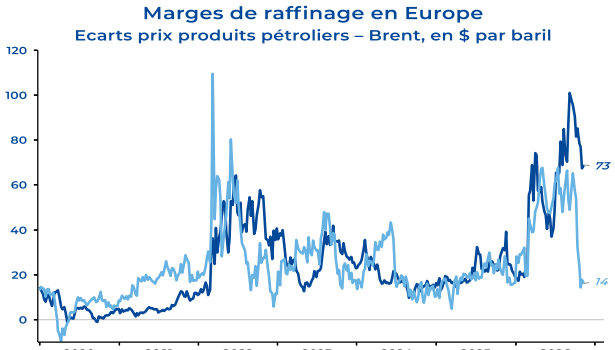
MATIERES PREMIERES – Détente des prix du pétrole, mais des poches de tensions encore vives

Le prix du pétrole brut (Brent) a nettement diminué sous les 100 $ mi-novembre, contre un pic à 117 $ le 23 octobre dernier. Il profite (i) du rétablissement progressif des flux en provenance du Moyen-Orient et (ii) de la perspective de désescalade du conflit, notamment à la suite de la victoire démocrate aux élections de mi-mandat. **Dans le même temps, les marges de raffinage se détendent ces derniers jours :** elles se sont totalement normalisées pour l'essence (20 $ par baril, au même niveau qu'en début d'année) mais demeurent élevées à 70 $ pour le diesel. En particulier, le coût du transport maritime de pétrole reste tendu, du fait du manque de navires (routes plus longues, transbordements) et de la prime géopolitique (assurances élevées). Les indices de la Baltic Exchange – qui mesurent le coût du transport maritime – demeurent ainsi cinq fois plus élevés qu'en 2025 pour le transport de pétrole brut et quatre fois plus élevés pour le transport de pétrole raffiné.

Enfin, en France, les prix bénéficient de la libération de stocks stratégiques par le gouvernement. Au total, les prix à la pompe diminuent début novembre : 2,18 €/litre pour le diesel (-0,19 €/litre comparé à fin octobre) et 2,03 €/litre pour l'essence (-0,06 €/litre). **Toutes choses égales par ailleurs, cette baisse pourrait permettre de retrancher environ 0,2 point à l'inflation en novembre.**



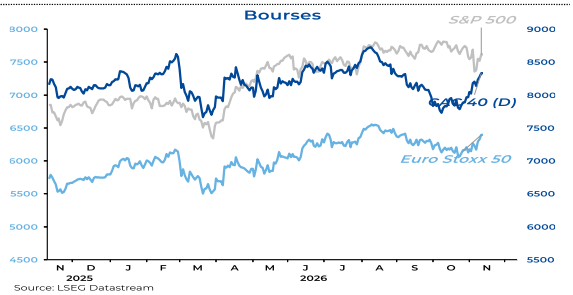
Source: LSEG Datastream



Source: LSEG Datastream

BOURSE – Rebond des actions françaises début novembre

Le CAC est resté quasi stable d'un mois sur l'autre en octobre. Il a rattrapé un peu de retard sur l'EuroStoxx, qui a reculé de 1,6 %. Le S&P 500 a également baissé de 0,9 %. Le rebond du CAC s'est accéléré en novembre. Cette meilleure résistance tient notamment à la moindre exposition du CAC 40 aux valeurs technologiques et aux performances de plusieurs grandes capitalisations, dont Pernod Ricard, Stellantis et Sanofi.
Le CAC s'établissait à 7 969 pts au 31/10.

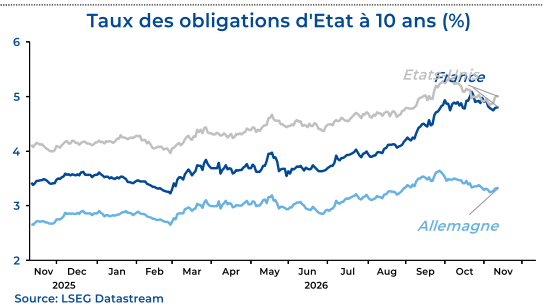


Source: LSEG Datastream

TAUX À LONG TERME – Tension sur la dette française

Le niveau élevé des taux de référence aux États-Unis et les incertitudes entourant la situation politique française ont poussé l'écart de taux France-Allemagne à la hausse. L'OAT à dix ans a gagné 14 pb, tandis que le Bund perdait 26 pb et le taux américain à dix ans 38 pb. La détente du Brent et des taux américains début novembre a ramené le rendement de l'OAT à 4,9 % le 13 novembre.

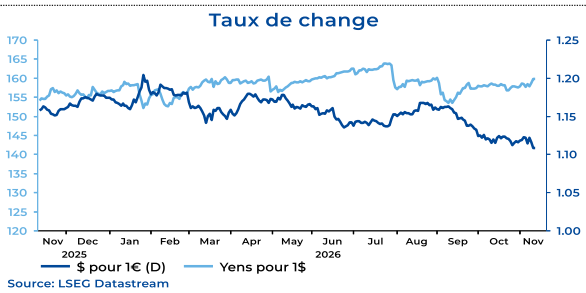
Le rendement de l'OAT 10 ans atteint 4,98 % au 31/10.



Source: LSEG Datastream

CHANGE – Le dollar soutenu par les anticipations de taux

Le dollar s'est apprécié face à l'euro en octobre, à 1,116 dollar pour un euro en fin de mois. La réévaluation à la hausse de la trajectoire des taux américains contraste avec des perspectives monétaires moins restrictives en zone euro, soutenant le billet vert. Le yen demeure également pénalisé par le maintien d'un important différentiel de taux avec les États-Unis, malgré la poursuite de la normalisation monétaire au Japon.



Source: LSEG Datastream

BOURSE

	NIVEAUX			PERFORMANCE			
				en monnaie locale		en euros	
ETATS-UNIS	Plus bas en 2026	Plus haut en 2026	13/11/26	En 2025	Depuis le 1/1/2026	En 2025	Depuis le 1/1/2026
Dow Jones	45 167	54 349	52 348	13,0%	8,9%	-0,4%	16,1%
S&P 500	**6 344**	**7 819**	**7 562**	**16,4%**	**10,5%**	**2,6%**	**17,7%**
Nasdaq Composite	20 795	27 600	25 136	20,4%	8,2%	6,1%	15,3%
JAPON							
Nikkei 225	50 339	72 366	61 142	26,2%	21,5%	11,5%	26,8%
ZONE EURO							
Euro Stoxx 50	**5 501**	**6 551**	**6 387**			**18,3%**	**10,3%**
France (CAC 40)	**7 666**	**8 726**	**8 369**			**10,4%**	**2,7%**
Allemagne (Dax 30)	22 301	26 772	26 750			23,0%	9,2%
Espagne (IBEX 35)	16 714	20 214	20 020			49,3%	15,7%
Italie (FTSE MIB)	42 841	53 717	51 859			31,5%	15,4%
EUROPE							
FTSE 100 (RU)	9 894	10 911	10 903	21,5%	9,8%	15,3%	14,7%
Stoxx	573	664	664			16,7%	12,2%
MONDE							
MSCI-Monde	4 164	5 034	4 852	19,5%	9,5%	5,3%	16,7%
MSCI-Emerging Markets	1 397	1 803	1 550	30,6%	10,4%	15,1%	17,6%

TAUX À LONG TERME

Taux à 10 ans	déc-25	oct-26	6-nov	13-nov
Allemagne	2,84	3,46	3,25	3,38
France	3,56	4,90	4,77	4,92
Italie	3,52	4,56	4,35	4,43
Espagne	3,29	4,06	3,84	3,94
Etats-Unis	4,14	5,13	4,86	5,16
Japon	1,98	2,95	2,63	2,86
Royaume-Uni	4,50	5,39	5,16	5,34

TAUX DE CHANGE

Taux de change	déc-25	oct-26	6-nov	13-nov
1 euro = ... dollars	1,17	1,12	1,11	1,10
1 euro = ... yens	182,59	176,92	176,35	176,25
1 euro = ... sterling	0,87	0,84	0,83	0,83
1 dollar = ... yens	155,94	157,92	158,45	159,66
1 sterling = ... dollars	1,34	1,33	1,33	1,32
1 dollar = ... yuans	7,04	6,68	6,68	6,67

Pour s'abonner à nos publications :



Ouvrir ce lien pour s'abonner

Direction Finance, Impact et Stratégie – Direction des études économiques :

Philippe Aurain, Directeur des études économiques

Corentin Ponton, Responsable de la prévision

Hocine Haddar, Économiste

Julien Salin, Économiste

Simon Ganem, Économiste

Julie-Marie Biffe, Économiste

Les analyses et prévisions qui figurent dans ce document sont celles du service des Etudes Economiques de La Banque Postale. Bien que ces informations soient établies à partir de sources considérées comme fiables, elles ne sont toutefois communiquées qu'à titre indicatif. La Banque Postale ne saurait donc encourir aucune responsabilité du fait de l'utilisation de ces informations ou des décisions qui pourraient être prises sur la base de celles-ci. Il vous appartient de vérifier la pertinence de ces informations et d'en faire un usage adéquat.

www.labanquepostale.com

La Banque Postale – Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6 585 350 218 euros
Siège social et adresse postale : 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06
RCS Paris 421 100 645 – Code APE 64 19Z, intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 023 424